

# Ford Aquitaine Industries bientôt poursuivi en justice

AUTOMOBILE



*Le comité d'entreprise dénonce le non respect de ses engagements par Ford Aquitaine Industries.* (Crédits : Agence Appa)

Jean-Philippe Dejean | 24/04/2015, 13:19 - 935 mots

**Décidé à faire bouger la direction mais aussi les élus et les pouvoirs publics, le comité d'entreprise de Ford Aquitaine Industries (FAI) a décidé de poursuivre la direction de l'entreprise en justice.**

"Ce vendredi après-midi nous envoyons un deuxième courrier pour demander au nouveau préfet (de Gironde et d'Aquitaine, NDLR), Pierre Dartout, qu'il accepte de nous rencontrer. Notre dossier sera déposé au tribunal à la fin de la semaine prochaine ou début mai au plus tard", annonce Philippe Poutou, élu CGT à Ford Aquitaine Industries, à Blanquefort (33). Avec la décision prise lors de la réunion extraordinaire du comité d'entreprise (CE) de FAI, le 22 avril, d'attaquer la direction de Ford Aquitaine Industries en référé, les syndicats ont décidé de faire monter la pression. "La CGT et la CFTC ont voté pour cette attaque en justice ce qui nous a donné la majorité, tandis que FO était contre. Je note que les cadres de la CFE-CGC n'ont pas pris part au vote, ce qui était sans doute une façon de montrer leur mécontentement en ne s'opposant pas à nous", veut croire Philippe Poutou.

## Les accords de 2013

Filiale du constructeur automobile américain, Ford Aquitaine Industries est spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques. A l'origine de l'attaque en justice se trouve, selon

le CE, le non respect par Ford du maintien de 1.000 emplois à FAI, comme le groupe s'y était engagé, et le prêt de main d'œuvre à Getrag Ford Transmissions (GFT), l'usine soeur voisine de quelques dizaines de mètres, que CGT et CFTC jugent illicite. FAI a connu de nombreuses péripéties pendant ces dernières années, justifiant la création d'un comité de pilotage réunissant élus, services de l'Etat, représentants de la direction de FAI et des syndicats. Lors de la réunion du comité de pilotage de FAI de mai 2013, les accords négociés fin 2012 entre Ford Europe, maison-mère de FAI, et les représentants de l'Etat et des collectivités territoriales (Région, Département, Communauté urbaine et ville de Blanquefort), impliquées pour un montant total de plus de 20 M€ dans le sauvetage de l'usine, avaient été paraphés en grande pompe. C'est à ce moment-là que Ford s'était engagé à maintenir 1.000 emplois pendant cinq ans à FAI.

## **Des aides suivies à la loupe**

"Ford a conclu un engagement d'objectifs. Dans les premières pages de l'accord qui a été signé, Ford confirme son engagement d'objectifs. Les aides des collectivités et de l'Etat sont toujours versées en trois fractions, au prorata de l'investissement réalisé. Le terme de l'accord est fixé à 2018. Croyez-moi, une équipe de Bercy est passée ici il y a environ un mois et les montants investis par Ford donnant droit à des aides publiques seront scrutés à la loupe", explique un interlocuteur proche de la direction qui préfère garder l'anonymat. D'un montant supérieur à 100 M€, l'investissement de Ford porte en particulier sur la fabrication de la boîtes de vitesses 6F35, le double embrayage (DCT) et le carter Fox. La 6F35, qui devait assurer en grande partie la relance de FAI, n'a pas encore atteint ses objectifs initiaux. Cette boîte de vitesses automatique haut-de-gamme est notamment victime des mesures de rétorsions économiques prises par l'Union européenne à l'encontre de la Russie, suite à la guerre larvée qui se déroule en Ukraine, empêchant FAI d'approvisionner le marché russe comme prévu. Quant à la production du double embrayage, elle rencontre de sérieux problèmes d'organisation.

## **Un ensemble de 1.700 salariés**

La réaction du comité d'entreprise est également liée à un changement de philosophie de la direction, qui associe désormais dans un même ensemble fonctionnel les usines de FAI et GFT. S'adressant aux salariés lors du comité d'entreprise du 2 avril dernier, Dirk Heller, président de FAI et directeur industriel de Ford Europe, a ainsi annoncé que l'effectif combiné de FAI et GFT ne dépasserait pas 1.700 salariés. Ce qui a conforté les salariés dans la certitude que Ford se désengageait du maintien de 1.000 salariés à FAI. Le comité d'entreprise a, dans le cadre du droit d'alerte qu'il a lancé, commandé une étude au cabinet Secafi (groupe Alpha), que nous nous sommes procuré, montre que l'effectif actuel de FAI n'est pas de 1.000 équivalent temps plein à durée indéterminée, mais de 984 en janvier 2015, nombre qui devrait passer à 975 à la fin de l'année et à 960 fin 2016. L'écart avec les 1.000 emplois prévus peut sembler minime. Mais, comme dans le même temps, la direction de GFT demande des renforts en hommes de

FAI, pour assurer le lancement de la MX65, son nouveau modèle de boîte de vitesses manuelle, l'inquiétude des syndicats de Ford Aquitaine Industries sur l'évolution des effectifs de leur usine ne faiblit pas.

### **Investissement insuffisant**

"Si nous attaquons en justice c'est que nous jugeons ce qui se passe comme inacceptable, souligne Philippe Poutou. Nous espérons faire bouger les pouvoirs publics, qui ne font plus rien. L'argent a été donné, il faut que le groupe respecte ses engagements. Nous voulons, poursuit-il, que le nouveau préfet organise, comme l'avait annoncé son prédécesseur, un comité de pilotage avant l'été. Cette attaque en justice c'est une alerte. On ne veut pas condamner Ford pour des mensonges, tempère-t-il, mais obliger le groupe à investir ce qu'il faut. FAI a investi un peu plus de 100 M€ mais ça ne suffit pas, tout est fait au rabais, ce qui désorganise la production du double embrayage. Quand on voit que Ford vient d'annoncer 2,5 Md€ d'investissement au Mexique et plus de 1 Md€ en Chine, on se dit qu'à ce rythme ce sera bientôt la fin de FAI."